



COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 23 NOVEMBRE 2016. Page 4.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°221 du dimanche 27 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 13.
- **Activités du gouvernement.** P. 4.

ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

Lundi prochain, début de la SENAC

P.11 Région du Centre



Affiche de la semaine nationale de la citoyenneté.



VIH/SIDA:

Mettre fin à la pandémie en 2030

Région du Centre

La coordination du réseau des parlementaires burkinabè en santé, population et développement a organisé un atelier de plaidoyer pour la prise en compte du VIH/SIDA le mardi 22 novembre 2016 à Ouagadougou.

Interpeller le gouvernement en l'invitant à accroître les ressources allouées dans la lutte contre le VIH/SIDA tel est l'objectif de cet atelier de plaidoyer initié par la coordination du



Selon la députée Maimouna Ouédraogo/Sawadogo cet atelier a pour but de permettre aux élus de Contrôler l'épidémie et éviter le phénomène de se propager ».

réseau des parlementaires burkinabè en santé, population et développement le mardi 22 novembre 2016 à Ouagadougou. La coordonnatrice de ce réseau fort de 55 membres le député Maimouna Ouédraogo/Sawadogo a indiqué « *malgré cette baisse de prévalence, soit un taux de 0,90 selon les spécialistes en fin 2014 nous devons redoubler d'effort. Nous devons développer des mécanismes et des stratégies répondant aux besoins réel des populations afin*



Les élus comptent jouer leur partition pour mettre fin à la pandémie en 2030.

La suite à la page 3.



SANTÉ

La suite de la page 2.

de contrôler l'épidémie et éviter le phénomène de se propager ».

Elle a expliqué que cette journée de plaidoyer à l'intention des députés a pour but de leur signifier l'état de la réponse, au niveau national ; les mesures prises et leur contribution dans la lutte contre le VIH SIDA.

Selon le député ladjou Coulibaly cet atelier est d'une importance capitale. Il a signifié : « *nous sommes issus du peuple nous voulons un peuple sain qui va travailler pour assurer le futur parlement puissant à leur tour assurer la santé des populations étant donné que la santé est un élément capital dans le développement d'une nation* ». Il compte participer à cette lutte contre le VIH/

SIDA avec des conseils oraux. Il a ajouté que seules des actions concrètes menées de façon collective par tous les élus est nécessaire pour l'atteinte des objectifs de la communauté mondiale : la fin de cette pandémie en 2030. Au moment où la communauté internationale s'apprête à commémorer les 30 ans de lutte contre ce mal, il faut noter que des énormes progrès ont été réalisés. D'un taux de prévalence qui avoisinait 7.17 %, ce taux est à 0,99% de nos jours.

Ces chiffres témoignent qu'y a un changement de comportement dû aux différents combats menés. Cependant, Le secrétaire permanent du conseil national de lutte contre le SIDA, Didier Romuald Bakouan s'est

inquiété de la baisse d'intérêt dans la mobilisation contre cette pandémie surtout chez les jeunes. Il a signifié que l'objectif de 2030 est que le L'Etat burkinabè dans le cadre cette lutte finance à 35%.

Un taux qui s'avère insuffisant selon les membres de la coordination du réseau des parlementaires burkinabè en santé, population et développement. Comme attendu ; la députée Maimouna Ouédraogo/Sawadogo souhaite une augmentation des ressources destinée à la lutte contre le VIH/SIDA dans la loi de finance du budget de l'Etat.

Dore pour SCI

Appel à candidature pour le recrutement de Magistrats et de Greffiers en chef au compte de la Cour Pénale Spéciale en République Centrafricaine



Le Représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies informe par l'entremise du Directeur Général de la Garde de Sécurité Pénitentiaire, point focal des Nations Unies, de l'appel à candidature aux postes d'experts dans les domaines judiciaires (Magistrats et Greffiers en chef), en vue de déploiement au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) pour la mise en place d'une Cour Pénale Spéciale (CPS).

En raison des délais impartis, les dossiers de candidatures sont attendus au plus tard le 02 décembre 2016 au service des Opérations de Maintien de la Paix et de la Coopération à la Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 23 NOVEMBRE 2016

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 23 novembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Paul Kaba THIEBA, Premier ministre, Chef du Gouvernement. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, approuvé des naturalisations, entendu une communication orale et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU PREMIER MINISTERE

Le Conseil a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif de suivi et d'évaluation du Plan national de développement économique et social (PNDES).

L'adoption de ce décret permet de doter le PNDES d'un instrument juridique lui permettant d'atteindre pleinement ses objectifs.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a adopté un rapport relatif à **quatre-vingt-quatre (84)** demandes de naturalisation.

Le Conseil a marqué son accord pour l'octroi de la nationalité burkinabè à l'ensemble des **quatre-vingt-quatre (84)** demandeurs remplissant les conditions requises par la loi.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier est relatif à un décret portant déclaration d'utilité publique, le projet d'aménagement de la section urbaine de la RN04, allant du croisement de la RN04/RN03 à l'échangeur de l'Est à Ouagadougou y compris un passage supérieur et le prolongement jusqu'au croisement de l'Avenue de la liberté.

L'adoption de ce décret permet la mise en œuvre dudit projet.

Le second est relatif à l'approbation des résultats de l'appel d'offres ouvert accéléré N°2016-028F/MAAH/

SG/DMP du 08/06/2016 relatif à l'acquisition d'engrais chimiques au profit du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché aux entreprises suivantes :

- **Lot 1 : Groupement GES SA & LEADDER BURKINA SARL**, pour l'acquisition d'engrais chimique au profit des Directions régionales de l'agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre, du Plateau-central, du Centre-nord et du Sahel pour un montant minimum de **cinquante huit millions cinquante mille (58 050 000) FCFA TTC**, soit un montant maximum de **Cent quatre-vingt-deux millions six cent cinquante mille (182 650 000) FCFA TTC** après une augmentation des quantités de **15%** entraînant une augmentation de **14,78%** de l'offre initiale avec un délai de livraison de trente (30) jours par ordre de commande ;

- **Lot 2 : ICS**, pour l'acquisition d'engrais au profit des Directions régionales de l'agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre-est, du Centre-sud et de l'Est pour un montant minimum de **deux cent quarante-sept millions cent mille (247 100 000) FCFA TTC**, soit un montant maximum de **quatre cent dix-neuf millions trois cent quatre-vingt-cinq mille (419 385 000) FCFA TTC** après une augmentation des quantités de **15%** entraînant une augmentation

La suite à la page 5



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 4

de **14,90%** de l'offre initiale avec un délai de livraison de trente (30) jours par ordre de commande ;

- **Lot 3 : ICS**, pour l'acquisition d'engrais chimique au profit des Directions régionales de l'agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre-ouest, de la Boucle du Mouhoun et du Nord pour un montant minimum de **trois cent cinquante sept millions neuf cent quinze mille (357 915 000) FCFA TTC**, soit un montant maximum de **six cent dix millions quatre cent cinq mille (610 405 000) FCFA TTC**, après une augmentation des quantités de **15%** entraînant une augmentation de **14,98%** de l'offre initiale avec un délai de livraison de trente (30) jours par ordre de commande ;

- **Lot 4 : TROPIC-AGRO CHEM**, pour l'acquisition d'engrais chimique au profit des Directions régionales de l'agriculture et des aménagements hydrauliques des Hauts-Bassins, des Cascades et du Sud-ouest pour un montant minimum de **trois cent trente neuf millions soixante mille (339 060 000) FCFA TTC**, soit un montant maximum de **cinq cent quatre-vingt-sept millions huit cent seize mille (587 816 000) FCFA TTC** après une augmentation des quantités de **15%** entraînant une augmentation de **14,82%** de l'offre initiale avec un délai de livraison de trente (30) jours par ordre de commande ;

- **Lot 5 : TROPIC-AGRO CHEM**, pour l'acquisition d'engrais chimique au profit du Programme de développement pour les cultures maraîchères (PDCM) et des outils de vulgarisation pour un montant minimum de **quarante sept millions trois cent quatre-vingt-quatre mille**

(47 384 000) FCFA TTC, soit un montant maximum de **quatre-vingt-quatorze millions cent trente-neuf mille (94 139 000) FCFA TTC** après une augmentation des quantités de **15%** entraînant une augmentation de **14,98%** de l'offre initiale avec un délai de livraison de trente (30) jours par ordre de commande.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2016.

I.4. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté un rapport portant autorisation de recrutement de huit (08) Ingénieurs hydrologues.

L'adoption de ce rapport permet au ministère de l'Eau et de l'assainissement de se doter de cadres supérieurs en hydrologie en vue de renforcer les ressources humaines du département.

I.5. AU TITRE DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté un rapport relatif au Programme quinquennal 2017-2021 d'organisation des foires régionales agro-sylvo-pastorales et artisanales.

Ce programme vise à contribuer à la promotion commerciale et au développement durable des filières agro-sylvo-pastorales et artisanales du Burkina Faso.

Le programme 2017-2021 aura la particularité d'intervenir dans le contexte de transfert des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et

social (PNDES).

Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution du programme quinquennal 2017-2021 des foires régionales agro-sylvo-pastorales et artisanales en vue de stimuler la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits locaux.

II. NATURALISATION

Sont naturalisées burkinabé, les personnes dont les noms suivent :

01) Zoureïhath LAOUROU YACOUBOU née le 13 mars 1982 à Parakou/République du Bénin, de Yacoubou Moumouni LAOUROU et de Mariaman MAMAN, de nationalité béninoise, médecin domiciliée à Ouagadougou secteur n°51.

02) Tan Tan FAN né le 27 octobre 1979 à Jilin/République populaire de Chine, de Kai FAN et de Ya Zhong Aǎ, de nationalité chinoise, Gérant de restaurant domicilié à Ouagadougou secteur n°13 (Zone du bois).

03) Georges Raymond Maurice UGUET né le 21 janvier 1947 à Tunis/République de Tunisie, de Daniel Michel UGUET et de Andrée Marcelle BARBARIN, de nationalité française, Architecte et Séminariste domicilié à Diébougou secteur n°2.

04) Yawovi KOUMATCHRON né le 19 octobre 1972 à Sikakondji-Tabligbo/République du Togo, de Gameli KOUMATCHRON et de Kossiwa ALOZOUHOIN, de nationalité togolaise, Tapissier domicilié à Saaba/Province du Kadiogo.

La suite à la page 6.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Suite de la page 5.

05) Michel Pierre OGA OGOUGBE né en 1967 à Tankossi/République du Bénin, de AGBATAN et de Valerie TONI, de nationalité béninoise, Menuisier vitrerie aluminium domicilié à Ouagadougou secteur n°6.

06) Tharmaseelan THILLAINATHAN né le 1^{er} janvier 1982 à Kilinochchi/République du Srilanka, de Thillainathan MUNIYANDY et de Thanaladchumy RATHINAM, de nationalité srilankaise, Contremaître domicilié à Ouagadougou quartier Nimnin.

07) Aboubacar DIATARA né le 15 octobre 1996 à Sanguiana/République de Guinée, de Mamady DIATARA et de Kadé CAMARA, de nationalité guinéenne, Elève domicilié à Ouagadougou secteur n°17.

08) Muideen Akandi YEKEEN né le 8 juillet 1983 à Saki-Etat d'Oyo/République fédérale du Nigéria, de Alamu YEKEEN et de Amudatu ADUNNI, de nationalité nigériane, Coiffeur domicilié à Ouagadougou secteur n°15.

09) Jean Baptiste BAKHOUM né le 11 mars 1977 à Fatick/République du Sénégal, de Etienne BAKHOUM et de Amie BOP, de nationalité sénégalaise, Mécanicien industriel domicilié à Ouagadougou secteur n°6.

10) Ibrahim DIOMANDE né le 25 décembre 1967 à Angovia S/P Bouaflé/ République de Côte-d'Ivoire, de Bangali DIOMANDE et de Mariamou DOUMBIA, de nationalité ivoirienne, Coordonnateur de sites aurifères domicilié à Houndé.

11) Sogbo AMAGBO né le 31 décembre 1967 à Vogon/

République du Togo, de Amétoesso AMAGBO et de Métodohoin MINOMEKPO, de nationalité togolaise, Maçon domicilié à Ouagadougou quartier Wayalguin.

12) Fatouma AMADOU née le 12 juillet 1975 à Mango/République du Togo, de Amadou ALASSANI et de Tétchira BABA, de nationalité togolaise, Couturière domiciliée à Ouagadougou secteur n°30.

13) Georges SAYDEH né le 28 novembre 1989 à Zahlé/République du Liban, de Faouzi Aziz SAYDEH et de Anise SAYDEH, de nationalité libanaise, Employé de commerce domicilié à Ouagadougou secteur n°7.

14) Abou Boukary SIDIBE né le 7 août 1977 à Anyama/République de Côte-d'Ivoire, de Brahima SIDIBE et de Houmou SIDIBE, de nationalité malienne, Artiste sculpteur domicilié à Ouagadougou secteur n°9.

15) Yawa Eyram TSONYA née le 13 avril 1978 à Tsevié/République du Togo, de TSONYA Komlan et de Akuélé Abotchi, de nationalité togolaise, Coiffeuse domiciliée à Ouagadougou secteur n°26.

16) Koffi Délagnon Emmanuel FIOGBE né le 25 mai 1990 à Akodéha/République du Bénin, de Moïse FIOGBE et de Elisabeth DOKPO, de nationalité béninoise, Etudiant domicilié à Ouagadougou secteur n°52.

17) Bibata Abdou MAÏGA née en 1980 à Gao/République du Mali, de Abdou Dawa MAÏGA et de Saouda HAÏDARA, de nationalité malienne, Commerçante domiciliée à Ouagadougou secteur n°7.

18) Tom-Ebouki AGNAN DOM né en 1967 à Amou-

Oblo/République du Togo, de Madabowè AGNAN DOM et de Adjoa WELA, de nationalité togolaise, Instituteur domicilié à Ouagadougou secteur n°16.

19) Antony AMINE né le 24 janvier 1985 à Ardeh/République du Liban, de Sarkis AMINE et de Magui WAHBA, de nationalité libanaise, Ingénieur en génie civil domicilié à Ouagadougou ex-secteur n°17.

20) Mathias BUTERA né le 17 février 1967 à Kibuye/République du Rwanda, de Justin NKIKABAHIZI et de Verene MUKAKAYIRE, de nationalité rwandaise, Ingénieur agronome domicilié à Ouagadougou secteur n°30.

21) Nadia Ruth NEKARNODJI MADJIBE née le 16 septembre 1992 à Ndjaména/ République du Tchad, de Levy MADJIBE MIANHOEL et de Léondine MAKINGABEI, de nationalité tchadienne, Etudiante domiciliée à Ouagadougou secteur n°42.

22) Saintia Stéphanie MAVOUNGOU née le 13 mars 1979 à Mossendjo/République du Congo, de Alphonse MAVOUNGOU et de Albertine TSONI, de nationalité congolaise, Secrétaire domiciliée à Ouagadougou secteur n°28.

23) Akofodji Yalonwan Frégice Kévin MANINDJI né le 8 décembre 1986 à Savé/République du Bénin, de Cyrille MANINDJI A. et de Marie Madeleine DOSSOU, de nationalité béninoise, Médecin domicilié à Ouagadougou secteur n°42.

24) Foli Houessouvi EWE né le 23 août 1985 à Lomé/République du Togo, de Assion Folivi EWE

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

et de Akossiwa TISSEGLO, de nationalité togolaise, Agent de liaison domicilié à Ouagadougou secteur n°28.

25) Romanus Chigozie ERIAMA né le 20 septembre 1985 à Lagos/République fédérale du Nigéria, de Vincent ERIAMA et de Livina ERIAMA, de nationalité nigériane, Employé de commerce domicilié à Ouagadougou secteur n°14.

26) Yvan André Marius NAVARRO né le 9 juillet 1955 à Arles/République de France, de Alcide NAVARRO et de Pierrette Lisette Bernadette DUMARCHER, de nationalité française, Directeur technique de société à la retraite domicilié à Diapaga.

27) Blandine Olga HOUENOSSI née le 31 octobre 1969 à Kandi/République du Bénin, de Gankpè Boniface HOUENOSSI et de Yovo Léonie DOSSOU, de nationalité béninoise, Contrôleur de gestion domiciliée à Ouagadougou secteur n°55.

28) Innocent HAKIZIMANA né en 1988 à Nyarunazi/République du Burundi, de Telesphor HAKIZIMANA et de Adelaïde BANKUWIHA, de nationalité burundaise, Elève-maître domicilié à Ouagadougou secteur n°14.

29) Dapandja TIGALIGUE né le 22 juillet 1989 à Tidjoate-Tône /République du Togo, de Laré TIGALIGUE et de Tchayali NAMEDIOGOU, de nationalité togolaise, Employé de commerce domicilié à Dori secteur n°1.

30) Alakidy Nyka Ankou TOYI né en 1972 à Hihéatro-Akposso/République du Togo, de

Govina TOYI et de Pédéou KPOKO, de nationalité togolaise, Cuisinier domicilié à Ouagadougou secteur n°30.

31) Yaya Mouzounérou KERIM né le 10 octobre 1973 à Bafélo/République du Togo, de Yaya KERIM et de Adama ALASSANI, de nationalité togolaise, Instituteur domicilié à Ouagadougou secteur n°16 quartier paglayiri.

32) Gilbert NJEBAYI né le 27 juillet 1960 à Douala/République du Cameroun, de Noé NEMBA et de Débora NGO MBATT, de nationalité camerounaise, Conducteur domicilié à Ouagadougou secteur n°16.

33) Ambroise Vidécon Ben Nolasque ATTYPASSO né le 16 avril 1979 à Cotonou/République du Bénin, de Ambroise ATTYPASSO et de Justine NAOU, de nationalité béninoise, Ingénieur des mines domicilié à Ouagadougou.

34) Yamina BEKHTAOUI née le 1^{er} novembre 1973 à Lamtar/République d'Algérie démocratique et populaire, de Maggi BEKHTAOUI et de Setti NOUWAL, de nationalité algérienne, Esthéticienne domiciliée à Ouagadougou secteur n°3.

35) Amina AZOUMA née le 19 août 1975 à Aou-Oblo/République du Togo, de Séidou AZOUMA et de Adjaratou SALIFOU, de nationalité togolaise, Employée de commerce domiciliée à Ouagadougou secteur n°15.

36) Vincent DOSSOU né le 18 décembre 1982 à Ekpè/République du Bénin, de Jacob Basile DOSSOU et de Lucienne TOTINHO, de nationalité béninoise, Technicien en auto, génie civil domicilié à Dori.

37) Edinissé Ama ATCHOU née le 19 février 1977 à Hihéatro/République du Togo, de Fo Dzifa Gabumé ATCHOU et de Ama GNAGNASSI, de nationalité togolaise, Coiffeuse domiciliée à Ouagadougou secteur n°7.

38) Kossi Dègbé Sonam ADABRA né le 2 avril 1967 à Tsévié/République du Togo, de Kokou Amaglo ADABRA et de Kossiwa MANE, de nationalité togolaise, Instituteur domicilié à Saaba/province du Kadiogo.

39) Ernestine Caroline MAKANG née le 12 novembre 1967 à Douala/République fédérale du Cameroun, de Guillaume MAKANG et de Madeleine NGO BONOK, de nationalité camerounaise, Couturière domiciliée à Ouagadougou secteur n°16.

40) Abdoulazizi MAMA né en 1962 à Mango/République du Togo, de Mama ABOUBAKARI, et de Nadama OMOROU, de nationalité togolaise, Conducteur domicilié à Ouagadougou à la zone du bois.

41) Sam Bello Madubuchukwu ERIOBUNA né le 3 juin 1976 à Nnamdi-Azikiwe/République fédérale du Nigéria, de Anthony ERIOBUNA et de Ruth ERIOBUNA, de nationalité nigériane, Opticien domicilié à Ouagadougou secteur n°24.

42) Oumar SANGARE né en 1968 à Bougouni/ République du Mali, de Brahim SANGARE et de Awa TRAORE, de nationalité malienne, Mécanicien auto domicilié à Ouagadougou quartier Watinoma.

43) Diané DIOP née le 2 juin 1992 à Ouagadougou/Burkina

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

Faso, de Seydina DIOP et de Seyni DIOP, de nationalité sénégalaise, Etudiante domiciliée à Ouagadougou secteur n°29.

44) Kossi Novinyo AGBOBLE né en 1988 à Mésiwobe-Agou/République du Togo, de Koku AGBOBLE et de Kossiwa EGOH, de nationalité togolaise, Employé de commerce domicilié à Ouagadougou secteur n°44.

45) Assitan DIAWARA née le 8 septembre 1986 à Bamako/République du Mali, de Adama DIAWARA et de Kadiatou DIALLO, de nationalité malienne, Médecin généraliste domiciliée à Saaba/province du Kadiogo.

46) Yannick Bruno King Africa BRIANT né le 14 octobre 1968 à Lyon/République de France, de Albert Pierre BRIANT et de Marie-Noël GILOTAUX, de nationalité camerounaise, Responsable de développement à Ludic Lydia domicilié à Ouaga 2000.

47) SALIHOU né le 12 novembre 1969 à Tignère/République du Cameroun, de Modibbo ALIOU et de AÏSSATOU, de nationalité camerounaise, Informaticien domicilié à Ouagadougou secteur n°10.

48) Zacharie Prince AKPO né le 12 septembre 1979 à Cotonou/République du Bénin, de Barnabé AKPO et de Agbanrin IKPERI, de nationalité béninoise, Commerçant, domicilié à Ouaga 2000 cité Azimo.

49) Mèmè Kodjo Akohinnou HOUANDJA né le 8 juin 1981 à Lomé/République du Togo, de Codjo Michel HOUANDJA et de Adjoavi Ahouefa OSROU, de

nationalité togolaise, Technicien supérieur en génie civil domicilié à Ouagadougou ex-secteur n°30.

50) Kokou Mawunyigan AFANOU né le 27 novembre 1974 à Afagnagan/République du Togo, de Kodjovi Ekpé Enyonam AFANOU et de Cocoèvi AMADOTE, de nationalité togolaise, Gestionnaire domicilié à Ouagadougou secteur n°24.

51) Nouroudine KPENZE né le 3 mars 1964 à Tchamba-Sokodé/République du Togo, de Amidou KPENZE et de Aminétou MOLA, de nationalité togolaise, Employé de commerce domicilié à Ouagadougou secteur n°30.

52) Kodjo KPOGO né en 1956 à Gamé/République du Togo, de Kossi KPOGO et de KOSSIWA, de nationalité togolaise, Conducteur d'engins de travaux publics domicilié à Ouagadougou secteur n°29.

53) Adjowa Blandine MISSIHOUN née le 26 octobre 1992 à Vo-Koutiné/République du Togo, de Koffi MISSIHOUN et de Debora ANAGONOU, de nationalité togolaise, Employée de commerce domiciliée à Ouagadougou secteur n°16.

54) Atsou Jérémie TOKONI né le 1^{er} janvier 1976 à Lomé/République du Togo, de Kokou TOKONI et de Afuiya ADRI, de nationalité togolaise, Cuisinier domicilié à Ouagadougou secteur n°44.

55) Maxime Charlie ADJADJI né le 12 avril 1991 à Cotonou/République du Bénin, de François ADJADJI et de Cécile Assiba AGBOHOUTO, de nationalité béninoise, Etudiant domicilié à Ouagadougou secteur n°30.

56) Assetou NIAMBELE née le 18 août 1987 à Bougouni/République du Mali, de Adama NIAMBELE et de Aminata SOW, de nationalité malienne, élève domiciliée à Ouagadougou secteur n°4.

57) Siny DIOP née le 7 septembre 1966 à Rufisque/République du Sénégal, de F. Masseye DIOP et de Diane NDIAYE, de nationalité sénégalaise, Restauratrice domiciliée à Ouagadougou secteur n°6.

58) Karimou SEYDOU né vers 1969 à Bégorou-Tondo/République du Niger de SEYDOU et de LAGARE, de nationalité nigérienne, Revendeur de matériel électronique domicilié à Bobo-Dioulasso secteur n°25.

59) Pius Chibuïke OJIMMADU né le 23 juin 1976 à Imo/République fédérale du Nigéria, de John OJIMMADU et de Elisabeth OJIMMADU, de nationalité nigérienne, Gérant de Cyber café domicilié à Ouagadougou secteur n°16.

60) Jean Vincent LAGO, né le 29 décembre 1994 à Bouaké/République de Côte d'Ivoire, de Guédé Jean Hilaire LAGO et de Estelle ORE, de nationalité ivoirienne, Etudiant domicilié à Ouagadougou.

61) Philippe Fortuné TREPAGNY né le 19 septembre 1947 à Bacqueville/République française, de Marcel Fortuné TREPAGNY et de Angèle Albertine BLONDEL, de nationalité française, Photographe, Guide touristique domicilié à Ouagadougou ex-secteur n°17.

62) Paola GARBINI née le 29 juin 1946 à Rome/République d'Italie, de nationalité italienne,

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

Infirmière à la retraite domiciliée à Saaba/province du Kadiogo.

63) Ok Moon HWANG né le 15 avril 1967 à Jeon Nam/République de Corée du Sud, de Uk Mo HWANG et de Séo Un LEE, de nationalité sud-coréenne, Technicien de laboratoire photo domicilié à Ouagadougou ex-secteur n°4.

64) Monique Danielle Fernande LE BREDONCHEL, née le 8 août 1946 à Paris/République française, de André Alfred Fernand LE BREDONCHEL et de Jeanne Marie Louise LE MOIGNE, de nationalité française, Productrice-scénariste de cinéma domiciliée à Ouagadougou secteur n°23.

65) Frédéric AVOHOU né le 27 avril 1963 à Cotonou/République du Bénin, de Adroussi AVOHOU et de Cécile KPONNON, de nationalité béninoise, Maçon-carreleur domicilié à Saaba/province du Kadiogo.

66) Frédéric Pierre Jacques OLIVIER né le 2 janvier 1956 à Casablanca/ Royaume du Maroc, de Claude Georges OLIVIER et de Simone Anne Jeanne Marie PEILLERON, de nationalité française, Ingénieur en travaux public domicilié à Ouagadougou quartier somgandé.

67) Aloys Mokili MANGUBU né le 1^{er} janvier 1968 à Kisangani/République démocratique du Congo, de Ernest MOKILI et de Béatrice LOTIKA, de nationalité congolaise, Gardien domicilié à Saaba/province du Kadiogo.

68) Yong Hak LEE né le 22 février 1958 en Corée du Sud, de Kil Rae LEE et de Hyeon Kyu JEONG, de nationalité sud-coréenne, Missionnaire-évangéliste

domicilié à Ouagadougou ex-secteur 30.

69) Améntoco APEGNOWOU né le 12 juin 1962 à Kouvé-Dafor/République du Togo, de Gbédégbé APEGNOWOU et de Djanta ANASSI, de nationalité togolaise, Technicien en génie civil domicilié à Ouagadougou secteur n°7.

70) Cheikh Mamadou Moustapha DIACK né le 18 février 1973 à Bambey/ République du Sénégal, de F. Mamadou DIACK et de Nogoye THIAM, de nationalité sénégalaise, Couturier domicilié à Ouagadougou secteur n°13.

71) Hope Chinyere Ihechi EMMANUEL née le 14 avril 1983 à Ihiala/République fédérale du Nigéria, de Richard Chukwuemeka ANUNU et de Pauline Eberchukwu ANUNU, de nationalité nigériane, Missionnaire domiciliée à Ouagadougou secteur n°16.

72) Salif SAMAKE né en 1961 à Sanankoro-Djitoumou/République du Mali, de Faboune SAMAKE et de Awa DOUMBIA, de nationalité malienne, Chef d'entreprise domicilié à Ouaga 2000.

73) Fatoumata TRAORE née le 5 mai 1997 à Abidjan/République de Côte-d'Ivoire, de Alpha Kabiné TRAORE et de Nadouba DOUMBOUYA, de nationalité ivoirienne, Handballeuse domiciliée à Ouagadougou secteur n°11.

74) Gaetano SANTOMENNA né le 25 septembre 1957 à Bella/ République d'Italie, de Michel SANTOMENNA et de Alberti ASSUNTA, de nationalité italienne, Directeur de société domicilié au secteur n°13 de Ouagadougou.

75) Cendrine Francine

Monique VINCENT née le 13 juillet 1973 à Nîmes/République française, de Thierry Jacques Paul Maurice VINCENT et de Marie-Christine Nathalie Evelyne GAUSSEN, de nationalité française, Administratrice de société domiciliée à Ouagadougou secteur n°3.

76) Saïdou YAHAYA né vers 1975 à Guiwayé/République du Niger, de YAHAYA et de LAMICHI, de nationalité nigérienne, Vendeur de bijoux domicilié à Bobo-Dioulasso secteur n°15.

77) Kemal BENAMANE né le 15 mai 1946 à Mascara/République algérienne démocratique et populaire, de Abdelkader BENAMANE et de Kheira BOUAFIA, de nationalité algérienne, Directeur de société domicilié à Nougou/Loumbila.

78) Hassan KAAFARANI né le 20 septembre 1974 à Bedias/ Tyr/République libanaise, de Ibrahim KAAFARANI et de Kamlé TARHINI, de nationalité libanaise, Commerçant domicilié à Ouaga 2000.

79) Maya KHALIL née le 14 juin 1979 à Bedyas, district de Tyr/République libanaise, de Asaad KHALIL et de Anisah KAAFARANI, de nationalité libanaise, Ménagère domiciliée à Ouaga 2000.

80) Akoua Honorine NOUDOFININ née le 27 février 1985 à Kouandé/République du Bénin, de NOUDOFININ C. Maurice et de PRODJINONTO Agnès, de nationalité béninoise, Handballeuse domiciliée à Ouagadougou.

81) Jocelyn Kathleen Edna CARMODY née le 26 janvier 1940 à Victoria, en Australie, de John Herbert CARMODY et de Dorothy Béatrice CARMODY, de nationalité Australienne,

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

Institutrice à la retraite, domiciliée à Djibo.

82) Arthur Kenneth ELLIOTT né le 11 novembre 1934 à Perth, en Australie, de Arthur Joseph Henry ELLIOTT et de Alfreda HAZEL, de nationalité Australienne, Médecin chirurgien, domicilié à Djibo.

83) Sophie Emilienne Marie ROUBAUD, née le 20 mars 1971 à Aubagne/République française, de Paul Augustin ROUBAUD et de Danielle F. Paule Aimée PAYAN, de nationalité française, domiciliée à Ouagadougou.

84) Marc Jacques Christian POZMENTIER, né le 21 janvier 1970 à Bordeaux/République française, de Serges Nathan POZMENTIER et de

Hélène Emilienne MODICA, de nationalité française, Directeur de société, domicilié à Ouaga 2000.

III. COMMUNICATIONS ORALES

III.1. Le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion civique a fait au Conseil une communication relative à la tenue, du 28 novembre au 3 décembre 2016, de la 13^{ème} édition de la Semaine nationale de la citoyenneté (SENAC), placée sous le thème : « **Civisme et cohésion sociale au Burkina Faso, enjeux, défis et perspectives pour une meilleure préservation de la paix sociale** ».

La SENAC a pour objectif de sensibiliser les populations sur leurs droits et leurs devoirs en vue de susciter auprès d'elles

une prise de conscience de leurs rôles dans la promotion d'une citoyenneté responsable pour un développement économique et social.

III.2. Le ministre des Ressources animales et halieutiques a fait au Conseil une communication relative au Projet de développement laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou (PDEL-ZPO).

Le Ministre de la Communication et

des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU

Conseil des ministres du 23 novembre 2016 :

Le plan quinquennal des foires régionales 2017-2021 adopté

Région du Centre

Le conseil des ministres du 23 novembre 2016 s'est tenu sous la présidence du SEM Paul Kaba Thieba, Premier ministre, chef du gouvernement. Selon le porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, des dossiers de fond ont été abordés au cours de cette réunion.

Au titre du Premier ministre : le conseil a adopté un décret portant attribution, organisation et fonctionnement du dispositif de suivi-évaluation du PNDES. A entendre le porte-parole du gouvernement, il s'agit d'une nécessité à deux niveaux. -Au niveau du pilotage, il y a

quatre structures qui sont mises en place : le comité national de pilotage et le comité technique national, le secrétariat permanent et les cadres régionaux de dialogue. -Au niveau du suivi, il y a quatre revues qui sont prévues : une revue annuelle, une revue à mi-parcours, des revues sectorielles et des revues régionales. L'idée, c'est qu'avec les partenaires techniques et financiers, le privé et les différents acteurs, il y ait un engagement et un respect étape par étape de la mise en œuvre du PNDES. Au niveau du ministère en charge des Finances, le ministre en charge de la communication note qu'il y a eu un décret portant déclaration d'utilité

publique sur le projet d'aménagement de la section urbain de la RN4 allant au croisement de la RN4 et la RN3 jusqu'à l'échangeur de l'Est. Il s'agit de la voie qui jouxte le parc Bangweogo allant de l'hôpital Yalgado jusqu'à l'échangeur de l'Est. Selon le porte-parole du gouvernement, il y a un certain nombre d'expropriation à faire parce que ça touche des domaines privés et le conseil a marqué son accord pour que ce projet soit déclaré d'utilité publique afin que les dédommagements puissent se faire. Il y a eu également l'approbation d'un appel d'offre concernant l'acquisition d'engrais pour la campagne agricole 2016-2017

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

qu'elle soit humide ou sèche. Ce sont 4500 tonnes d'engrais qui vont permettre de soutenir les exploitations familiales et les petits producteurs. Au titre du ministère de l'eau et de l'assainissement : le conseil a marqué son accord pour le recrutement de huit ingénieurs hydrologues pour être formés dans un institut entre 2016-2018. Au niveau du ministère du Commerce et de l'artisanat, le porte-parole du gouvernement confie que le conseil a adopté le plan quinquennal des foires régionales 2017-2021. Il s'agit de doter les régions de dix structures de marché, mais aussi d'accompagner et de promouvoir la consommation des produits locaux. Au titre du ministère de la justice : le conseil a adopté un décret de naturalisation de 84 personnes en rapport avec les articles 163-167 du code de la famille.



Le ministre de la communication.

DCPM/MCRP

Lundi prochain, début de la SENAC

Région du Centre

La treizième édition de la Semaine nationale de la Citoyenneté (SENAC) se tiendra du lundi 28 novembre au samedi 3 décembre 2016. Placée sous le patronage de Son excellence Monsieur le Président du Faso, Président du Conseil des Ministres et sous le parrainage de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure, cette semaine a pour thème : « Civisme et cohésion sociale au Burkina Faso : enjeux, défis et

perspectives pour une meilleure préservation de la paix sociale ».

La SENAC 2016 sera organisée dans les treize (13) régions, à travers une série d'activités de sensibilisation autour des valeurs de tolérance, de paix, de civisme et de cohabitation pacifique au profit de la population.

A Ouagadougou on aura notamment :
- Le lundi 28 novembre 2016 : Cross populaire à partir du Rond-point des droits humains à partir de 16 heures ;
- Le mardi 29 novembre 2016 :

Cérémonie officielle de lancement suivie d'un panel à la Salle des banquets de Ouaga-2000 à 9 heures ;
- Le jeudi 1er décembre : Journée de réflexion sur la promotion des droits humains et le civisme au profit des maires et des élus locaux au Conseil régional du Centre à Ouagadougou à 8 heures 30 minutes ;
- Le samedi 3 décembre 2016 : Journée nationale de salubrité dans toutes les communes du Burkina Faso.

Mobilisons-nous pour la réussite de la SENAC 2016 !



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



A l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016 anniversaire

l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

- Panel sur la Thématique du Développement Durable.

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

- Exposition de :

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBTP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

- Kermesse :

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

Dimanche 04 décembre 2016

- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES

- 12h00 : KERMESSE

- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

**POSTE : DELEGUE(E)
NATIONAL(E) MADAGASCAR**

Description

Planète Urgence

Planète Urgence est une association française de solidarité internationale créée en 2000 autour d'un modèle d'engagement singulier, le Congé Solidaire©. Ce dispositif présent dans plus de 20 pays, permet à tout citoyen de réaliser une mission de transfert de compétence de courte durée auprès d'une structure locale partenaire. Planète Urgence est Reconnue d'Utilité Publique (RUP) depuis 2009.

Depuis 2008, l'association soutient également des projets conciliant protection de l'environnement et développement socio-économique des communautés.

Planète Urgence à Madagascar

Les premières missions Congé Solidaire® se sont déployées en 2005 en soutien à un collectif d'associations paysannes de la région de Tsiroanomandidy. A partir de 2006, l'association a développé des projets de formation d'adultes, de protection de la biodiversité et d'appui éducatif. Aujourd'hui, Planète Urgence compte un réseau de 21 partenaires actifs sur tout le territoire malgache, met en œuvre près de 40 projets et reçoit annuellement de 100 à 120 volontaires.

A partir de 2008, le programme « Environnement et Développement » a permis de lancer des projets conciliant protection de l'environnement et aide au développement ont démarré en Analamanga puis en Itasy autour du reboisement et du développement communautaire. Un programme d'envergure d'une durée de 4 ans

visant l'efficacité énergétique de la filière bois énergie en Région Itasy et Analamanga (AFIBERIA), sous financement européen est mis-en-œuvre depuis mars 2015. Planète Urgence en assure à la fois la coordination générale, le suivi-évaluation et l'exécution de certaines activités.

La délégation est constituée de 3 services : le Congé Solidaire® (1 coordinatrice et 1 chargée de mission), Environnement et Développement (1 coordinatrice, 1 chef de projet) et Administration-Finances (1 responsable administratif et financier / contrôleur de gestion rattaché à la Direction financière du siège, 1 chargée administration-finance, 1 logisticien). Les locaux abritent également la « Maison des volontaires », qui accueille les missions de Congés Solidaire® sur la capitale ou en transit vers les régions d'intervention.

Deux bureaux régionaux en Itasy ont ouvert en 2015 avec un assistant technique, 1 coordinateur régional, 3 responsables techniques et 2 forestiers socio-organisateur.

Le poste est basé en capitale, avec des déplacements occasionnels sur les zones des projets et sur l'ensemble du territoire.

RESPONSABILITES

Le/la Délégué(e) National(e) est responsable de la direction générale de la délégation à Madagascar.

Intégré(e) aux réseaux d'acteurs locaux, il/elle assure la représentation, la supervision et le développement des activités opérationnelles et financières.

A ce titre, il/elle est force de

proposition pour co construire les orientations stratégiques, de développement des activités et des financements en conformité avec le cadre stratégique de Planète Urgence. Il/elle a pour mission d'accompagner les équipes dans la mise en œuvre des activités planifiées, dans le respect des règles locales et des engagements pris par l'association auprès de ses bailleurs et donateurs, dans une démarche qualité indispensable à l'atteinte des résultats attendus. Il/elle est garant(e) de l'équilibre financier de la délégation par la bonne utilisation des fonds. Il encadre et supervise l'ensemble des ressources humaines à Madagascar.

Rattaché(e) hiérarchiquement aux Responsables de Programme en charge de Madagascar au siège de l'association, les principales responsabilités du/de la délégué(e) national(e) de Planète Urgence à Madagascar sont les suivantes :

Représentation de l'association

Représente l'association auprès des autorités locales, nationales et internationales, des bailleurs de fonds, des ONG et toute structure partenariale actuelle et potentielle, ce afin d'assurer une large visibilité de l'association à Madagascar

Arbitre et valide au nom de Planète Urgence à Madagascar (délégation de signature de PU)

Participe aux ateliers, clusters et réseaux thématiques d'intérêt.

Management

Encadre l'ensemble des ressources humaines de la Délégation

Supervise le travail des 3 services CS et ED et adminfin)

La suite à la page 14.



La suite de la page 13

Analyse et améliore les processus opératoires et outils de suivi et d'évaluation du fonctionnement de la Délégation et de la coordination des équipes

Organise et anime les temps de travail collectifs

Assure la gestion des risques et la veille sécuritaire: en charge du protocole de sécurité de la Délégation et de sa mise à jour, analyse et état des lieux réguliers notamment par le développement d'un réseau d'informateurs.

Planification stratégique et développement des activités

Définit et propose en concertation avec ses coordinateurs de programmes et en lien avec les responsables de programme au siège, les orientations stratégiques de la délégation conduisant au développement des activités;

Participe à la conception de nouveaux projets illustrant les choix stratégiques et les valide ;

Identifie, développe et formalise de nouveaux partenariats locaux répondant aux choix stratégiques définis ;

Définit, propose et assure la mise en œuvre de la stratégie de recherche de financements locaux. Pour cela prospecte de nouveaux partenaires financiers (bailleurs de fonds locaux et internationaux -institutionnels, fondations d'entreprises) et identifie les appels à projets/lignes de subvention adéquats;

Impulse/supervise la rédaction des dossiers de financements/propositions de projets permettant d'augmenter les ressources de la Délégation et des programmes, en lien avec le siège.

Supervision de la mise en œuvre des

projets

Anime et encadre la définition et le suivi des Plans de Travail Annuels des différents services

Assure un suivi de la bonne mise en œuvre des activités des projets

Assure le reporting des activités à destination du siège (reporting mensuel et annuel) ainsi que des différents partenaires financiers et bailleurs de fonds (validation des rapports) ;

Organise, supervise et anime les évaluations internes portant sur les résultats et impacts des actions, organise les évaluations externes et le processus de capitalisation,

Analyse et améliore les processus opératoires et outils de suivi et d'évaluation ;

Participe dès que nécessaire aux réunions opérationnelles et visites de terrain.

Supervision de la gestion administrative et financière

Veiller au respect des obligations de Planète Urgence vis-à-vis de ses partenaires/bailleurs ;

Participe à l'élaboration et la consolidation du budget annuel de la délégation et aux révisions trimestrielles ;

Valide les rapports financiers ;

Assure l'analyse et le suivi budgétaire de l'ensemble des dépenses de la Délégation, en lien avec ses coordinateurs et les RP au siège ;

En charge du contrôle qualité : garant(e) du respect de l'ensemble des procédures applicables et de la conformité de la Délégation vis-à-vis des réglementations locales (enregistrement, fiscalité, droit du

travail...);

Assure la gestion de la trésorerie de la délégation (Transferts siège, gestion des comptes bancaires, ...)

Participe au comité de sélection des achats et valide les procédures de passation de marché selon la procédure applicable ;

Supervise les dépenses (validation des demandes d'engagement de dépenses) ;

Valide la comptabilité de la délégation et des programmes. Assure la clôture mensuelle de la comptabilité de l'ensemble de la délégation dans le respect des processus établies et du planning mensuel demandé.

Conduit les entretiens annuels des coordinateurs CS et ED, en lien avec les 2 RP au siège et participe aux entretiens des n-2 ;

Valide les contrats de travail, demande des congés.

Valide les recrutements et la formation des personnels (annonce, profils de postes, contrats).

Communication

Participe à la mise en place d'une stratégie de communication

Contribue à la remontée vers le siège d'éléments de communication : témoignages, articles, photos, etc.;

Assure la production de rapports et documents de présentation des activités

Identifie les besoins et assure la production d'outil et de supports de communication

Ville Antananarivo, Madagascar

Expériences / Formation du

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14

candidat

Une formation supérieure généraliste (développement/relations internationales)

Expérience validée de 5 ans (dont au moins 3 ans sur le terrain) dans le développement, en contexte multiculturel, avec au minimum une première expérience en tant que chef de mission ou un poste similaire

Bonne connaissance de la gestion des contrats de financements européens

Maîtrise de la suite Office (Excel, Word et Powerpoint)

Excellentes capacités de gestion, d'organisation et de planification

Très fortes capacités d'analyse et de synthèse

Très bonnes qualités rédactionnelles et relationnelles

Connaissances des problématiques de développement local et de protection de l'environnement appréciées.

Langues parlées

Français impératif

Pour un expatrié, la maîtrise du malgache serait un plus.

Qualité du candidat

Leadership, aptitude à prendre des décisions, à animer et à fédérer les équipes et partenaires autour d'une dynamique commune

Sens de l'écoute, du dialogue et de la médiation

Rigueur et autonomie

Adaptabilité et flexibilité

Fonctions **A n i m a t i o n**, Formation, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités **A g r i c u l t u r e**, Environnement, Animation, Formation, Education, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, Madagascar

Contrat CDD, Volontariat / service civique

Durée du contrat

Entre 12 et 24 mois

Salaire / Indemnité

Contrat local ou expatrié (formalisation à définir) avec une rémunération de 1700 et 1900€ bruts selon expérience, avec une couverture santé.

Pas de prise en charge du logement.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer un CV, une lettre de motivation.

2 recommandations seront demandées pour les entretiens.

Merci de ne pas nous relancer. Sans réponse de notre part sous 3 semaines, merci de considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

Nom de la personne contact

Marjolaine Edouard, Responsable de Programme

Email de la personne contact
medouard@planete-urgence.org

Date de fin de validité 09/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : Ukraine - Un gestionnaire WASH projet dans Kostyantynovka

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est un but non lucratif, organisation d'aide internationale non gouvernementale, non politique et non religieux. Nos équipes sont engagés à soutenir les victimes de marginalisation et exclusion des civils, ou frappés par catastrophes

naturelles, guerres et effondrements économiques, en répondant leurs besoins fondamentaux. Notre objectif est de fournir secours urgence aux personnes déracinées dans but d'aider à retrouver leur dignité être trouver autosuffisance. L'association mène en moyenne 250 projets par année dans les secteurs d'intervention suivants : sécurité alimentaire, santé, nutrition, construction et réhabilitation des infrastructures, eau, assainissement,

hygiène et reprise économique. PUI fournit assistance à environ 4 millions personnes dans 22 pays - en Afrique, Asie, Moyen Orient, Caucase et Europe.

Renseignez-vous sur notre histoire et les valeurs

Situation et les besoins humanitaires :

Depuis Avril 2014, l'Ukraine orientale a connu un conflit armé important ; l'armée ukrainienne

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

est obligée de repousser des groupes séparatistes pro-russes. Une partie importante de l' Donetsk et de Lougansk oblasts (régions) sont maintenant contrôlés par les séparatistes, qui ont déclaré l'indépendance de deux nouveaux Etats, encore non reconnus par la communauté internationale : « Donetsk République populaire » et « République populaire de Lougansk. » Malgré la signature d'un accord de cessez-le feu entre les autorités ukrainiennes et les séparatistes, les combats ont persisté, ce qui provoque un nombre considérable de victimes. En été 2016 intense, des bombardements aveugles continue dans des zones densément peuplées dans différents endroits le long de la ligne de front dans l'est de l'Ukraine. À la suite de l'escalade des hostilités armées, arrêts de bus et les transports en commun, les marchés, les écoles et les jardins d'enfants, les hôpitaux et les zones résidentielles continuent d'être indistinctement décortiqués en violation flagrante du droit international humanitaire. Le conflit a eu un impact extrêmement négatif sur la population vivant dans la région qui équivaut à plus de 5 millions et a provoqué le déplacement de 1,4 million de personnes principalement concentrés dans les zones plus proches de la zone de conflit.

L'accès humanitaire à certaines zones reste très limité, en particulier dans les zones où les hostilités ont lieu, et qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations les plus vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire en raison de l'effet combiné d'un conflit, le déplacement et l'extrême pauvreté. Depuis le début du conflit, la population fait face à la pénurie dans les aliments, les services de santé, des articles ménagers et des abris, et souffrent de détresse psychologique.

Notre action dans le domaine :

Priorité PUI est d'améliorer ou de rétablir un accès équitable à la santé de la qualité, de l'eau et des services d'assainissement pour les plus vulnérables vivant de la population dans les villes situées le long de la ligne de contact dans l'oblast de Donetsk. PUI centre de fourniture d'aide humanitaire aux populations vulnérables dans la zone touchée par le conflit en utilisant la stratégie d'approche complexe basée sur l'expertise technique, médical et non médical.

Cliquez ici pour plus d'informations au sujet de notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en Ukraine, nous recherchons un chef de projet WASH en Kostyantynovka.

L'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène Program Manager (WASH PM) sera responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un projet WASH intégrés dans l'Est de l'Ukraine.

Le WASH PM travaillera sous la supervision du coordonnateur de terrain basé à Kostyantynovka

Les principaux objectifs du poste WASH PM sont à réaliser correctement les tâches globales suivantes

Une bonne mise en œuvre de tous les aspects du projet de l'UNICEF WASH

Management d'une équipe de tout le personnel opérationnel au sein du projet.

Capacité à concevoir et à intensifier l'approvisionnement en eau, les systèmes d'assainissement et d'intervention Hygiène

Programmes : Il / Elle assurera la mise en œuvre et la surveillance de

tous UNICEF - L'AVER activités connexes dans la zone ciblée.

Ressources humaines : Il / Elle supervisera l'équipe WASH (employés PUI et des journalistes).

Logistique et administration : Il / Elle supervisera les fonctions logistiques et administratives du projet (s) sous sa / ses responsabilités.

Représentation : À la demande de son / ses supérieurs, il / elle représentera l'organisation aux partenaires locaux, les autorités et les parties prenantes en ce qui concerne la portée du projet WASH.

Sûreté et sécurité : Il / Elle aidera à suivre la sécurité et les règles de sécurité sur la base et transmettra toutes les informations de sécurité à sa / son superviseur.

Stratégie : Il / Elle aidera à développer de nouvelles opérations au besoin.

Ne pas hésiter à regarder la description de poste ci-dessous pour tous les détails dont vous avez besoin.

Pour rester à jour avec nos nouvelles offres d'emploi, rejoignez notre groupe Facebook Mon emploi dans le domaine.

Ville Kostyantynovka

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Licence en hydraulique, sciences de l'eau et / ou de la gestion de l'eau / logiciel WASH Humanitaire et aspects matériels

De l'expérience :

Humanitaires (minimum 2 ans dans la gestion de projets WASH)

International

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Technique

Connaissances et compétences :

Bonne capacité d'analyse et d'écriture

La compréhension de la gestion du cycle de projet

Capacités de bonne gestion et de l'équipe

Esprit de leadership

Logiciel :

Pack Office

, AutoCAD, GIS de logiciels hydrauliques

Obligatoires Caractéristiques personnelles :

Minimum 2 ans d'expérience en intervention d'urgence WASH

Capacité à travailler de façon autonome et avec un sens de l'initiative et de la responsabilité

Diplomatique et ouvert d'esprit

Aptitude à organiser et gérer les priorités

Possibilité de faire des propositions et de trouver des solutions

Capacité de travailler et de gérer les gens d'une manière professionnelle

et mature

Capacité à prendre en considération l'environnement local et ses aspects politiques, économiques et historiques

Mobilité : Voyage étendue peut être nécessaire

Langues parlées

Requis : Anglais

Souhaitable : Français

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Pays Europe, Ukraine

Contrat CDD

Durée du contrat

Employé avec un contrat à durée déterminée - 5 mois

Date de début: Janvier 2017

Salaire / Indemnité

Revenu brut mensuel : de 1 815 à 2 145 euros en fonction de l'expérience de solidarité internationale + 50 Euros par semestre ancienneté PUI

Coût couvert: transport aller-retour

vers et depuis la maison / mission, les visas, les vaccins ...

Assurance , y compris la couverture médicale et les soins de santé complémentaires, 24/7 assistance et rapatriement

Logement dans des logements collectifs

Dépenses de la vie quotidienne («Per diem»)

Pause Politique : 5 jours ouvrables à 3 et 9 mois + casser l'allocation

Payé Leaves Politique : 5 semaines de congés payés par an + retour billet tous les 6 mois

Documents à envoyer

S'il vous plaît, envoyez votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse ci-dessous avec le sujet suivant: «WASHPM-UKR».

Nom de la personne contact

Sophie Kessel, agente des ressources humaines pour les expatriés.

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/12/2016

CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : Project officer Southern Syria – Jordan

Description

About ACTED

Since 1993, as an international non-governmental organization, ACTED has been committed to immediate humanitarian relief to support those

in urgent need and protect people's dignity, while co-creating longer term opportunities for sustainable growth and fulfilling people's potential. ACTED endeavors to respond to humanitarian crises and build resilience; promote inclusive and sustainable growth; co-construct effective governance and support the

building of civil society worldwide by investing in people and their potential. We go the last mile: ACTED's mission is to save lives and support people in meeting their needs in hard to reach areas. With a team of 4,300 national staff 300 international staff, ACTED is active in 35 countries and implements more

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17.

than 490 projects a year reaching over 11 million beneficiaries. More on www.acted.org

Country Profile

Number of projects

9

Number of areas

4

Number of national staff

333 (August 2016)

Annual budget (EUR)

\$28.5M (est. 2016)

Number of international staff

50 (August 2016)

Position context and key challenges

ACTED Jordan provides emergency humanitarian assistance as well as longer term development programs reaching over 150,000 direct beneficiaries in Jordan in 2016. ACTED's operations are spread across Amman as the Country Office, and three area offices:

– From its office in Marfaq, ACTED provides support to vulnerable Jordanians and Syrian refugees of Northern Jordan including household rehabilitations, emergency assistance (cash, vouchers and in-kind), as well as water/sanitation infrastructure. ACTED is also working to develop sustainable livelihood programmes.

– In Za'atari King Abdulla and Cyber City refugee camps, ACTED provides water supply, solid waste management, hygiene promotion, community mobilization, repair and maintenance and has completed the initial phase of the Za'atari water network for over 80,000 refugees.

– In Azraq (including

Azraq refugee camp), ACTED provides water supply, solid waste, desludging and food assistance for approximately 35,000 refugees.

ACTED also partners with REACH, who provides information management support to working groups and sectors nationally. The Amman office is also ACTED's Regional Coordination Office for the MENA region. Through it, ACTED supports civil society development through a regional program across Jordan, Palestinian Territories, Egypt, Tunisia, and Libya. In addition, the Regional Coordination Office provides support to the MENA region, including operations in Iraq, Turkey, Lebanon, Yemen, as well as those mentioned earlier, supporting ACTED's response to the Syrian refugee crisis across the region.

Key roles and responsibilities

1. Project Planning
2. Project Implementation Follow-up
3. Administration and Operational Management of Project Implementation
 - 3.1. Finance
 - 3.2. Logistics
 - 3.3. Administration/HR
 - 3.4. Transparency
 - 3.5. Security
4. External Relations
5. Quality Control
6. Reporting

Ville Amman

Expériences / Formation du candidat

At least 2 years of field experience in program management and

coordination

Familiarity with the aid system, and ability to understand donor and governmental requirement

Excellent communication and drafting skills;

Able to coordinate and manage staff and project activities;

Proven ability to work creatively and independently both in the field and in the office;

Being a strong team player and adept at creating a strong team spirit;

Ability to organize and plan effectively;

Ability to work with culturally diverse groups of people;

Ability to travel and work in difficult conditions and under pressure;

Knowledge of local language and/or regional experience an asset

Langues parlées

English

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Moyen Orient, Jordanie



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Contrat CDD

Durée du contrat

6 months, renewable

Salaire / Indemnité

Salary defined by the ACTED salary grid; educational level, expertise, hardship, security, and performance are considered for pay bonus

Additional monthly living allowance

Free food and lodging provided at the organisation's guesthouse/ or housing allowance (depending on contract length and country of assignment)

Transportation costs covered, including additional return ticket + luggage allowance

Provision of medical, life, and repatriation insurance + retirement package

Documents à envoyer

Please send your application including cover letter, CV and references to jobs@acted.org under Ref: PO/JOR/SA

Email de la personne contact
jobs@acted.org

Date de fin de validité 22/12/2016

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

**CSRS
Conseil de Fondation**
Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

26 11 2016 AU 3 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

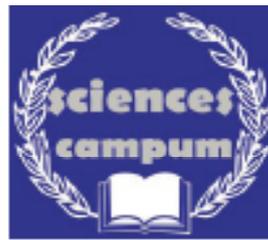
E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@iscbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouédraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



**56^e
ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE
KAYA 2016**



**THEME: «DEMOCRATIE, DEFIS SECURITAIRES
ET PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL»**